

# **Débat « Féminisme, religion, laïcité » dans le NPA : 17 contributions**

mardi 16 novembre 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2010).

**Contributions sur le thème « Féminisme, religion, laïcité » versées au débat pour le premier congrès du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA, France). Ces 17 contributions sont parues dans le Bulletin préparatoire au congrès n°2, fascicule 3, partie V. La longueur de chaque contribution est limitée à 3.000 signes (et parfois des poussières).**

---

## **Sommaire**

V-1 : Laïcité, religion, etc. Ne pas se voiler la face sur le voile ! Antoine (34)

V-2 : Le NPA doit combattre activement l'islamophobie ! Marie Geaughey (NPA 78), John Mullen (NPA Montreuil)

V-3 : Quelle place pour des croyants dans un parti ouvrier et populaire ? François Brun (18°) Gérard Goujon (91) Jean-Yves Lesage (93)

V-4 : Ecole(s) et signes religieux Véronique DECKER (Bobigny 93) Jean-Yves (industries graphiques 93)

V-5 : Combattre racisme et discrimination Hendrik Davi, Nora Benameur, Pierre Jourlin, Abdel Zahiri

V-6 : La question de la double représentation. Dominique, Jean-Claude, Sylvain, Christian, Michèle, Jean-Paul, Patrice, Adeline, Mohamed, Claude, Françoise, Joëlle, Jean-Luc (84)

V-7 : Contribution Rafik Qnouch (Paris 5/13)

V-8 : Des avancées salutaires, encore du chemin à parcourir Fadela, Marga, Nico, Samy

V-9 : La laïcité, un enjeu politique très actuel Pierre Rousset

V-10 : Deux amendements à la motion religion, émancipation ACGGI Lionel, Danièle, Marie Annick, Cyril, Gérard, Dorian, Julien, Christian, Nathalie, Colette

V-11 : Lutter contre les intégrismes ET l'islamophobie Catherine Samary (NPA Paris 18, commission internationale)

V-12 : Femmes et quartier populaire Anne (CE, CPN), Nsuni (CPN)

V-13 : De « l'empathie » à l'action politique Josette (18 ème, Secret. intervention féministe)

V-14 : A propos du texte « Croyants et anticapitalistes : t'y crois toi ? » Collette (comité Paris-centre, Rambuteau-Bretagne)

V-15 : Pour une critique matérialiste de l'idéologie dominante et de la religion Cathy (Saint-Denis 93)

V-16 : Antiraciste et féministe Ingrid (CE, CPN, Paris)

V-17 : Plusieurs façons d'être féministe ? Josette, Sophie, Stéphanie, Violette (CNIF)

---

## **Laïcité, religion, etc. Ne pas se voiler la face sur le voile !**

**Antoine** (CD et CA du NPA 34)

Quand des camarades définissent le foulard islamique comme « *une manifestation de discrimination des femmes [...] au-delà du sens que les femmes qui le portent peuvent lui donner individuellement* » (motion présentée par Anne, Guillaume et Ingrid), ils expriment les difficultés de notre organisation à s'extirper des conditions même de sa naissance : une base sociale étrangère aux couches de population issues, sur plusieurs générations, de l'immigration. Cette extériorité sociale mais aussi culturelle ne poserait aucun problème si, comme le révèle la phrase ci-dessus, ces camarades ne s'attachaient pas à la transformer en extériorité politique.

Il n'y aurait a priori rien à redire d'une caractérisation du port du foulard en contexte. Autrement dit en prenant en compte d'abord et avant tout l'histoire de ce signe religieux dans ses effets dialectiques sur le présent dans l'aire de présence de l'islam. Historiquement il participe bien de l'oppression patriarcale des femmes. Mais paradoxalement nos camarades, dans l'instant même où ils prennent appui sur l'histoire de ce signe religieux, le déshistoricisent et l'essentialisent : le paradoxe tient au renversement qu'ils opèrent. Au lieu que l'histoire convoquée, y compris la plus récente, éclaire le présent de ces femmes qui usent du foulard, elle l'écrase et l'annule. Ce signe du présent n'a d'autre sens que celui qui lui serait assigné par l'histoire et ce que celle-ci reconduit du passé. Le présent de la parole des femmes qui disent ce qu'est le voile pour elles ne pèse pas devant la Parole de l'Histoire et la parole militante qui la relaie !

Or ces femmes voilées, en particulier quand elles cherchent à se rapprocher d'un parti comme le nôtre, voire à l'intégrer, prouvent précisément qu'elles ne sont pas prisonnières de cette histoire, celle de ce signe et celle de l'oppression dont il a servi et sert encore d'étendard. Quelle énormité qu'un parti anticapitaliste, qui plus est, paré de ses atours de nouveauté, réenchaîne à un sens éternisé ces femmes inscrites dans une démarche d'émancipation politique qui les amène vers nous : et cela en déniait toute valeur à leur parole et en leur dispensant avec condescendance LE sens du signe qui leur échapperait. Cette position incongrue du point de vue de notre anticapitalisme, serait en outre une aberration antiféministe.

La revue *Sciences Humaines*, se fondant sur une enquête IFOP de 2009, montre que, chez les musulmans de France, il y a une grande majorité de croyants non pratiquants et de croyants à pratique minimaliste (58%) et la conclusion qui s'impose : « *loin d'une quelconque « communautarisation » du fait musulman, les spécialistes témoignent d'une approche de plus en plus individuelle du rapport à l'islam.* » devrait nous interroger. Le rapport à leur voile des femmes qui pourraient militer dans le NPA s'inscrit dans ce processus d'individualisation qui, paradoxe

positif celui-là, rend possible leur appartenance à un parti privilégiant les démarches collectives d'émancipation par rupture avec le capitalisme, défendant l'avortement libre et gratuit et la laïcité, combattant l'homophobie et toutes les oppressions subies par les femmes...y compris l'imposition du voile, etc. Autant, malgré le port du voile, de ruptures avec l'ordre islamique institutionnel ou islamiste ! Le voile de militantes du NPA ne peut pas voiler aux autres militants ces adhésions aux orientations de base du NPA qui doit rester de plain-pied et ... sans œillères, dans l'histoire au présent.

---

## **Le NPA doit combattre activement l'islamophobie !**

**Marie Geaughey** (NPA 78), **John Mullen** (NPA Montreuil)

Argenteuil, avril 2009 : une jeune femme voilée est la victime d'une agression physique de la part de trois individus à Argenteuil.

Hauts de Seine, juillet 2009, une jeune femme voilée est violemment agressée par un inconnu dans un grand centre commercial des Hauts-de-Seine.

Bordeaux, septembre 2009, une femme voilée agressée au couteau par des hommes criant des insultes islamophobes.

Béziers janvier 2010 : des croix gammées sont taguées sur la mosquée.

Strasbourg, janvier 2010 : graffitis racistes sur le véhicule d'un administrateur de la mosquée de Strasbourg

Paris, février 2010 : une enseignante à la retraite agresse une musulmane qui porte le niqab, et lui arrache son voile. « Pour moi, le port du voile est une agression. On ne porte pas le niqab dans mon pays », se justifie-t-elle.

Partout en France, février 2010 : Une campagne médiatique de dénigrement de la candidate NPA dans le Vaucluse, qui porte un foulard. Martine Aubry dénonce le choix de candidate, Jean-Luc Mélenchon aussi.

Paris, mars 2010 : le parlement commence à discuter d'une loi pour interdire aux femmes qui porte le niqab de sortir dans la rue.

Marseille, avril 2010 : une boucherie halal dans le XV<sup>e</sup> arrondissement est mitraillée

Istres, avril 2010. La mosquée est mitraillée. 32 impacts de balles

Tarascon (Bouches du Rhône) mai 2010 : 7 tombes musulmanes profanées, ce qui fait une quinzaine de cas de profanation de tombes musulmanes en France depuis le début de 2010

Strasbourg, juin 2010 : 18 tombes profanées dans un carré musulman du cimetière de la Robertsau

Paris, juin 2010 : des organisations islamophobes organisent des apéros « saucisse et pinard » dans des quartiers multiculturels à l'heure de la prière

Paris, juillet 2010 : la loi contre les femmes qui portent le « voile intégral » est votée à l'assemblée.

Un seul député s'y oppose.

Rhône Alpes, septembre 2010 : Deux femmes portant un foulard se voient refuser l'accès aux locaux de GRETA où elles sont venues suivre une formation.

Lyon, septembre 2010 : graffiti islamophobes et racistes sur une mosquée.

Bron, octobre 2010 : graffiti islamophobes et racistes sur une mosquée.

Le congrès du NPA discutera cette année d'une motion qui réaffirme que les musulmanes, voilées ou pas, sont acceptées au sein du parti et en tant que candidates aux élections sur les listes du parti sous les mêmes conditions que tous les autres candidats et candidates du parti. Si la motion est votée, c'est un pas en avant important. Mais largement insuffisant. Il faut un combat actif contre l'islamophobie de la part de notre parti. L'importance de ce combat est soulignée par les informations livrées ci-dessus. Nous laissons aux camarades de vérifier l'importance que ces incidents ont été accordée dans la presse de notre organisation.

Nous vivons une situation où il y a une montée de l'islamophobie et la quasi-totalité de la gauche et l'extrême gauche y est entièrement indifférente au mieux. Il faut que cela change.

---

## **Quelle place pour des croyants dans un parti ouvrier et populaire ?**

**François Brun (18°) Gérard Goujon (91) Jean-Yves Lesage (93)**

Montée du communautarisme juif, construction de réseaux musulmans religieux, percée foudroyante de l'Évangélisme, persistance des réseaux catholiques appuyés sur les institutions françaises malgré la laïcité affichée. Dans le vide laissé par le recul des utopies sociales, les religions prétendent montrer la voie.

Suivant les circonstances et les périodes, les marxistes ignorent, composent, combattent contre ou construisent avec tel ou tel réseau religieux. Cela relève d'analyses concrètes au cas par cas.

Mais de tous temps, des militants croyants rejoignent le combat pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. Parfois en groupes, souvent individuellement. Parfois en abandonnant leurs croyances et parfois en prolongement de leur foi.

Notre parti est anticapitaliste. Il base sa compréhension de l'histoire humaine sur la méthode du matérialisme historique qui permet de penser un univers sans dieu. Mais ceux qui croient peuvent le rejoindre dans un combat qui, avec la lutte de classes pour moteur, se définit notamment comme antiraciste, féministe et en lutte contre l'homophobie. Nous ne leur demandons que d'affirmer clairement le partage de ces valeurs.

Dans les classes populaires, la religion a repris de la vigueur. Nous devons prendre la réalité telle qu'elle est. En construisant enfin le parti des exploités, nous rencontrerons des gens qui s'écartent de la religion et d'autres qui s'en réclameront à divers degrés. Pour construire un parti populaire, ancré dans le monde réel, nous devons être capables de les intégrer tous, sous peine de rester extérieurs au monde réel. Le NPA doit approfondir sa présence militante, ses efforts de recrutement et de construction dans les entreprises et les quartiers populaires avec le souci de dépasser les clivages ethniques et religieux artificiellement entretenus par les classes dominantes et de

rassembler dans l'unité de pensée et d'action toutes les victimes de la domination capitaliste.

Une fois adhérents, les militants ont nécessairement les mêmes droits et devoirs. Le tout premier étant le respect mutuel et la fraternité. Ils sont tous à même de représenter le parti en fonction de la qualité du travail qu'ils accomplissent en interne comme à l'externe. C'est vrai pour distribuer un tract, parler à un meeting, être candidat à une élection. Ou alors autant dire qu'il faut être prof blanc et athée pour représenter dignement le NPA ! Le fait qu'un ou une camarade porte ou non un signe religieux n'est pas un critère en soi : ni discrimination, ni instrumentalisation démagogique. Parfois, ce débat semble pris en otage par deux visions opposées mais symétriques. Les seuls critères discutés collectivement sont sa représentativité dans le secteur concerné et sa capacité à y défendre notre programme politique.

---

## **Ecole(s) et signes religieux**

**Véronique Decker** (Bobigny 93) **Jean-Yves** (industries graphiques 93)

Le NPA a besoin d'une position claire sur la religion pendant la scolarité de l'enfance. En effet un grand nombre de militants sont enseignants et donc au contact direct de la loi de 2003. A l'époque la LCR avait trouvé un compromis incertain, sur la base de « ni loi, ni voile » pour répondre cette loi islamophobe. Toutes les discussions ensuite ont mélangé religion, laïcité, féminisme au point que jamais décision ne parvienne à sortir qui pourrait devenir une position de l'ensemble du NPA.

Je propose donc de partir du droit des enfants et non du droit des femmes, car il n'y a pas de femmes comme élèves ni dans les écoles, ni dans les collèges, il n'y a que des petites filles et des adolescentes et pour moi c'est important de le dire, car le droit des femmes ne peut s'appliquer aux petites filles. En effet, il y a des religieux qui affirment que les enfants deviennent des femmes à la date de leurs premières règles et à l'évidence, ce n'est pas acceptable.

Les enfants ont le droit d'être protégé d'être les étendards des opinions politiques ou religieuses de leurs parents au sein de l'école. Ils doivent pouvoir être des écoliers dans un espace préservé. A ce titre, les enfants des écoles maternelles et primaires, les élèves des collèges ne peuvent être autorisés à porter des signes politiques ou religieux, car ils ne disposent pas de la maturité de les assumer comme des choix : donc le NPA ne réclame pas le droit de porter des signes religieux à cet âge.

Par contre, au lycée, là où nous réclamons le droit de manifester, de se mettre en grève, de militer, là où les élèves sont à la fois mineurs et majeurs, et que tous disposent de la maturité d'assumer publiquement et de défendre leurs choix en toute autonomie, il n'y a pas lieu d'interdire l'exposition de ces choix que ce soit le tee-shirt « vive l'anarchie » ou le voile religieux. Au contraire, nous devons soutenir les revendications des lycéens à obtenir l'autogestion d'espaces coopératifs, à confronter leurs idées sur philosophie et croyances, religion et sciences, politique et syndicalisme, avec leurs profs comme en toute autonomie.

Et là, comme les lycéennes sont devenues des femmes, qui doivent disposer de leur corps, nous réclamons clairement le droit pour toutes les femmes à s'habiller comme elles veulent et même avec un voile si cela leur convient.

MOTION pour le congrès :

Le NPA ne réclame pas le droit pour les enfants à porter des signes religieux, dans les écoles maternelles et primaires, ni dans les collèges. Au lycée, les adolescents doivent pouvoir se réunir, s'organiser, se syndiquer, afficher leurs opinions et les confronter, que ce soit des opinions politiques ou religieuses. Ils doivent donc pouvoir s'habiller comme ils veulent, hors nécessité du cours et porter s'ils le souhaitent des signes religieux ou politiques.

---

## **Combattre racisme et discrimination**

**Hendrik Davi, Nora Benameur, Pierre Jourlin, Abdel Zahiri**

La plus grande menace dans notre combat est la division de la classe ouvrière. A de nombreux moments clés de l'histoire, la lutte contre les discriminations et le racisme a été centrale : contre l'antisémitisme en Europe ou pour l'émancipation des noirs en Amérique. Rarement, les organisations du mouvement ouvrier ont été à la pointe de ces luttes. Toujours, ces luttes ont été des portes d'entrée en politique toutes aussi importantes que les luttes économiques.

Depuis 2001, le nouvel agenda impérialiste (justification des guerres en Irak et en Afghanistan pour le contrôle de l'or noir) associé aux relents colonialistes a produit une nouvelle forme de racisme : l'islamophobie. Nombreux sont ceux qui nient la spécificité de l'islamophobie. Cet aveuglement est comparable à ceux qui ont nié la spécificité de l'antisémitisme qui a pourtant durablement structuré l'idéologie de la droite en unifiant une partie du peuple derrière le fascisme. Il est possible que l'islamophobie joue un rôle analogue à l'antisémitisme. L'extrême droite européenne l'a bien compris.

D'autre part, la religion comme tout appareil idéologique(1) (école ou syndicat) est traversée de contradictions et est un terrain de luttes entre les classes. De ce fait, la religion, même révélée, n'est qu'une perpétuelle réinterprétation qui produit un questionnement toujours sans fin chez le croyant. Elle n'est donc pas en soi contradictoire avec une politique émancipatrice.

Nous devons considérer les débats concernant l'islam à partir de ces trois prémices. Les classes dominantes construisent l'image d'un ennemi intérieur par coups médiatiques (voile, burka, quick Allal, polygamie, terrorisme) produisant peur d'un côté et discrimination de l'autre. Même si la burka est l'emblème d'une vision patriarcale réactionnaire, ou les Talibans nos ennemis politiques en Afghanistan, un parti anticapitaliste a mieux à faire que de favoriser les pires caricatures stigmatisant l'islam et de produire de la confusion (Afghanistan, Burka, voile en France). Rejeter le discours raciste dominant, ce n'est aller vers une « logique de l'ennemi principal caricaturale » (2) mais chercher à dévoiler comment il dédouane l'homme blanc de son sexisme et la France de son impérialisme.

La forme islamophobe que prend le racisme et la discrimination des enfants d'immigrés fait que la religion musulmane sera une des portes d'entrée en politique de ces populations. Nous devons nous en féliciter plus que le craindre et c'est dans la lutte commune que la prise de conscience des oppressions croisées (classe, sexisme et racisme) se fera (3)

Dans le climat islamophobe, le CPN aurait dû démocratiquement débattre(4) et valider qu'aux régionales des candidates musulmanes, voilées ou non, impliquées dans les luttes puissent être présentées en position éligibles. Notre implantation dans les QP dépendra de la façon dont nous trancherons ce débat en discriminant négativement ou non les militants en fonction de leur pratique

religieuse.

### Notes

(1)

<http://www.mediapart.fr/club/blog/hendrik-davi/070210/ideologie-et-appareil-ideologique-d-etat-aie>

(2) Voir réponse à Pierre Rousset de Félix dans TEAN

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18799>

(3) Voir les interventions d'ilham et de carole lors du meeting

<http://www.mediapart.fr/club/blog/hendrik%20davi>

(4) Comme nous lui en avons fait la demande en octobre 2009

---

## La question de la double représentation

**Signataires du NPA 84** : Dominique, Jean-Claude, Sylvain, Christian, Michèle, Jean-Paul, Patrice, Adeline, Mohamed, Claude, Françoise, Joëlle, Jean-Luc.

Quatre camarades de Marseille ont présenté 5 motions « à étages » sur les thèmes laïcité, religion et féminisme.

La 5<sup>e</sup> sous-entend la mise en œuvre d'une évaluation comparée entre l'engagement politique dans les luttes sociales de tel ou telle candidat(e), et le caractère ostentatoire de son appartenance religieuse.

Qui devra mesurer l'engagement politique ? Disposera-t-on d'un étalon au n° 2 de la Rue Richard Lenoir, permettant de mesurer « l'engagement dans les luttes sociales » de tel ou telle candidat (e) ? Désignera-t-on une commission spéciale du CPN pour juger de cet engagement ? Obligera-t-on l'impétrante(e) à l'exploit ???

D'autre part il apparaît que, dans cette motion, « la croyance religieuse sera sans ambiguïté secondaire » comparativement à l'engagement politique.

Encore une fois, secondaire, aux yeux de qui ? Qui plus est « sans ambiguïté » ? Qui devra apprécier le caractère secondaire ou pas de cette croyance religieuse ? Un deuxième étalon Rue Richard Lenoir ? Nous touchons là une question encore beaucoup plus délicate que la précédente tant elle concerne l'image que nous voulons donner du parti d'une part, et du caractère subjectif et personnel de l'appréciation que chacun peut porter vis-à-vis des signes religieux, quels qu'ils soient.

Cette proposition est donc techniquement inapplicable.

D'autre part cette motion ouvre la possibilité d'une hiérarchie, ou d'une compétition, entre adhérents (e) s manifestant une croyance religieuse : le droit pour certain (e) s d'entre eux ou d'entre elles de représenter le parti avec leurs signes ostentatoires, parce qu'ils ou elles auraient montré « leur engagement politique », et l'impossibilité pour d'autres de représenter le parti en manifestant également leurs croyances religieuses, pour la raison inverse...

Cette proposition est moralement injuste.

Enfin cette proposition est politiquement inappropriée parce qu'elle ne répond pas au problème posé. Aucun des nombreux contacts que nous avons eu au cours de la crise provoquée par ce type de candidature dans le Vaucluse, n'a posé la question : « Est-ce qu'au moins l'engagement politique de cette candidate dans le cadre des luttes sociales est suffisant pour faire apparaître comme secondaire ses croyances religieuses ? ». Aucun. Ce que des milliers de militants et des dizaines de milliers d'électeurs potentiels du NPA attendent du Congrès c'est la garantie que le NPA respecte et applique à sa représentation les principes de laïcité inscrits dans ses textes fondateurs.

Tout adhérent(e) en action militante, arborant les badges du NPA, distribuant ses tracts, vendant son journal, défilant dans un cortège sous sa banderole ou avec un drapeau du NPA, intervenant dans les médias, engage le NPA et donc représente le NPA. Et pas seulement les candidats aux élections.

De la même façon tout citoyen « manifestant une croyance religieuse » représente cette religion puisque les signes qu'il porte sont faits pour ça !

Ici se pose donc la question de la crédibilité, de la lisibilité, de la cohérence, de la compatibilité et du caractère audible de cette double représentation.

L'appartenance au NPA est indépendante des convictions religieuses de chacun. Ceci est écrit dans nos textes fondateurs. Il reste à rajouter que l'expression simultanée d'appartenance au NPA et de croyance religieuse est une contradiction qui concerne les personnes, mais que le NPA ne peut pas assumer.

Nos statuts devront donc mentionner clairement que : « Tout (e) adhérent (e) en activité militante est un (e) représentant (e) du NPA : à ce titre il ou elle apparaît sans aucun signe ostentatoire d'appartenance religieuse ».

---

## **Contribution**

**Rafik Qnouch** (Paris 5/13)

Le débat soulevé par la candidature de la camarade portant un voile dans le vaucluse a été contre productif pour le NPA à cause du timing et de la manière avec laquelle ce débat nous a été imposé. En cela, les camarades du Vaucluse ont commis une faute politique en prenant le risque de cette décision qui est très clivante et qui était loin d'être tranchée.

A partir de cela , voici les questions qui se posent : La religion est elle un instrument d'oppression ?

Peut on être féministe , laïc et porter un signe religieux ? Peut on porter un signe religieux et militer au NPA ? Et si oui, quelle représentation politique publique des militant-e-s portant un signe religieux visible ?

Pour commencer, il faut admettre que la religion est un instrument de domination, d'aliénation et d'oppression. Depuis toujours, la religion a empêché les êtres humains de penser librement, elle impose un modèle et un ordre moral et crée de fait une différence entre hommes et femmes. De plus, toutes les religions ont été à un moment ou un autre , une arme au service des dominants pour

opprimer les peuples.

Quand on est croyant, n'est on pas soumis à « Dieu » ? à sa volonté ?

En cela, la croyance et le militantisme - pour changer le monde - peuvent paraître incompatibles.

Or, il existe des contradictions issus d'un modèle culturel et/ ou familial qu'il faut reconnaître , le tout c'est que l'individu qui a cette contradiction en soit conscient.

Si la croyance est une liberté individuelle dans la sphère privée, l'affichage de sa croyance par des signes religieux visibles est une autre question.

Elle est souvent portée en FRANCE soit pour des raisons de mode , soit dans le but d'une affirmation identitaire. Mais cette réalité ne saurait cacher que le voile par exemple est un signe religieux extrémiste, préconisé par la branche la plus conservatrice de l'islamisme politique.

Etre sincèrement féministe et laïc et porter un signe religieux visible est possible , mais cela relève par contre d'une super-contradiction qui n'interdit pas à des individus avec qui on se retrouve dans les luttes sociales ou dans les quartiers populaires d'intégrer le NPA , mais à condition d'en vérifier la compatibilité avec l'ensemble des principes fondateurs du parti.

Ceci dit, rien ni personne ne doit interdire au NPA et à ses militant-e-s de critiquer les religions, les positions des différentes institutions religieuses réactionnaires quant à la liberté des femmes , le droit à l'avortement ou les droits des homosexuels.

Pour ce qui est de la représentation politique publique, nul ne pourrait représenter les idées du parti avec un signe religieux visible : la séparation stricte entre le politique et le religieux qui doit rester dans la sphère privée.

---

## **Des avancées salutaires, encore du chemin à parcourir**

Fadela, Marga, Nico, Samy

En proposant 5 motions nous avons tenté (au delà des divergences bien légitimes) de dégager quelques positions assumables par une nette majorité du NPA sur des questions délicates. Nous en sommes à la possibilité que les motions 1 et 2 (« laïcité ») soient reprises par le groupe comprenant Ingrid et Galia, « ACGGI », et nous espérons fortement que le groupe comprenant Danièle et Nora (ACDN) fera de même pour contribuer déjà à une telle avancée. Nous avons proposé une nouvelle rédaction de la motion 4 (« antiracisme ») tenant compte des apports de ACDN, comme des remarques de ACGGI, en espérant le même aboutissement. Notre motion 3 (« voile ») rencontre moins d'écho. Mais, si les avancées notées ci-dessus se confirment, ce serait déjà beaucoup.

Le débat reste à mener sur notre motion 5 (« candidature »). Pour certains il n'y aurait aucune raison d'une discussion particulière concernant la présentation de candidat-e-s porteurs-ses de signes religieux. On retrouve là le débat qui a pu être mal compris concernant ce que nous avons appelé « l'entrée par la religion ». Il ne s'agit pas de se prononcer sur les chemins pris par la radicalisation anticapitaliste au plan individuel ou même collectif. Mais de savoir si le NPA lui décide de faire de la question religieuse un drapeau. Conformément à la résolution de la CQP 13, nous y sommes opposés. Il faut donc vérifier, pour les candidatures, qu'elles n'apparaissent pas comme

« au nom de la religion » ce que pourraient impliquer les signes religieux. Il est toujours difficile à cette heure de savoir si ACDN considèrent que se présenter comme « candidate musulmane » pose un problème pour le NPA ou pas. Si ceci est clarifié dans le sens qui nous paraît indispensable (c'est oui), le vote de notre motion de leur part devrait en toute logique en découler. D'autres camarades veulent exclure dans tous les cas une telle présentation. Mais pris sous cette forme, il y aurait, c'est la conséquence inévitable, un double statut dans le parti, certain-e-s militant-e-s ne pouvant faire acte de candidature. Autant alors leur refuser l'entrée même dans le parti, ce qui ne serait pas une position juste. Une autre position, notée comme « faisant débat » dans ACGGI admet « des exceptions » encadrées. Il faudrait alors en donner les critères : sont-ils les mêmes que les nôtres (principalement : pas de candidature au nom d'une religion ; une implication dans la lutte des classes au sens large qui rende l'appartenance religieuse secondaire) ? Si c'est le cas, là encore, ce devrait conduire à voter notre motion, même si un débat subsiste sur les modalités de contrôle de l'application des critères. La motion propose un avis politique global, c'est cela qui compte. Cet avis est qu'une candidature du npa portant un signe religieux pose un problème à discuter spécifiquement. Selon des critères qui s'appliqueraient à tous les échelons, locaux ou nationaux.

---

## **La laïcité, un enjeu politique très actuel**

Pierre Rousset

La motion du Comité populaire d'Avignon (84) publiée dans le premier BI de congrès ne dit pas un mot de la laïcité, qui est portant l'un des thèmes majeurs du débat. Elle comprend aussi cette curieuse affirmation selon laquelle il serait « contraire à nos valeurs de refuser l'adhésion » à quelqu'un « du fait de sa culture, de sa confession ou de sa philosophie » - comme s'il n'y avait pas de croyances et de philosophie réactionnaires, comme s'il était politiquement neutre d'être Témoin de Jehova, salafiste ou créationniste - et donc qu'il ne faudrait pas s'inquiéter de la montée de ces obscurantismes ?

Pour d'autres, tenants des « amendements » ACDFN, la motion AGI publiée dans ce même bulletin présenterait une vision « unilatéralement pessimiste » des dynamiques aujourd'hui à l'œuvre dans le monde, ignorant les résistances à la montée des intégrismes. Là n'est pourtant pas le problème. Des résistances, il y en a de multiples et même des victoires : l'une des principales mesures de la révolution népalaise (2006) a été d'introduire la laïcité en rompant avec l'Etat hindouiste.

Ces résistances ne font que confirmer que la laïcité est un terrain de combat actuel, central. Mais comment ne pas reconnaître qu'il se mène dans des conditions difficiles, différentes de celles des années 1970 ? Ce sont rarement les éléments progressistes des églises qui sont à l'offensive ! Dans le sous-continent indien, le cas du Népal fait exception. En Inde, le BJP hindouiste mène la charge pour confessionnaliser l'Etat. Un Etat que les dictatures militaires ont islamisé au Pakistan. L'extrême droite bouddhiste veut « cingaliser » le Sri Lanka. Dans le monde musulman, la montée des courants de type salafistes se fait lourdement sentir. Dans le monde chrétien, les églises les plus réactionnaires sont à l'offensive, en particulier contre le droit à l'avortement (Brésil, Nicaragua, Espagne, Italie, Pologne...). Les évangélistes renforcent leur enracinement en Afrique en faisant des homosexuels des boucs émissaires (Nigeria, Uganda, Zimbabwe...).

Dans tous les cas, il s'agit de renforcer l'emprise du religieux - et plus précisément d'une interprétation réactionnaire du religieux - sur la société, les rapports sociaux (dont de genre), les lois et l'Etat ; le récent voyage du Pape en Espagne vient spectaculairement de l'illustrer. Pourquoi

chercher à minimiser un tel enjeu, pourtant majeur ?

Les débats dans le NPA montrent que certaines et certains portent un regard distant, voire méfiant, sur notre combat laïque sous prétexte qu'il pourrait camoufler racisme ou islamophobie. Rien ne serait pourtant plus dangereux que d'abandonner à l'extrême droite (Riposte laïque en France) ce drapeau ! La stigmatisation croissante des musulmans en Europe s'accompagne en réalité d'attaques répétées contre la laïcité, comme vient de le faire Angela Merkel qui en appelle à l'histoire chrétienne de l'Allemagne pour mieux désigner les Turques comme boucs émissaires de la crise.

Le lien entre combats laïques, féministes et antiracistes n'est pas artificiel, mais nécessaire.

---

## **Deux amendements à la motion religion, émancipation ACGGI**

*Ces deux amendements sont signés par Lionel, Danièle, Marie Annick, Cyril, Gérard comité 11<sup>e</sup>, Dorian comité 93 Les Lilas, Julien comité Bagnole, Christian Comité Lyon 5/9, Nathalie comité 5<sup>e</sup>/9<sup>e</sup> du Rhône, Colette Paris centre-rambuteau*

les amendements sont écrits en gras.

Premier amendement

Au paragraphe qui commence par

« ceci dit le NPA n'est pas un parti athée » et qui va devenir « Ceci dit le NPA ne se définit pas par rapport à la religion. Il est ouvert aux personnes croyantes et non croyantes si elles en partagent le programme et en connaissent les fondements. Elles en sont alors membres à part entière, à égalité de droits et de devoirs **mais ne doivent pas porter de signes religieux ostentatoires.**

Deuxième amendement

Le NPA ne peut faire le choix d'organiser certaines catégories de la population en tant que membres de telle ou telle communauté religieuse. Il ne peut être identifié à aucune religion quelle qu'elle soit, notamment via le port d'un signe religieux par *ses militant.e.s*

---

## **Lutter contre les intégrismes ET l'islamophobie**

Catherine Samary (NPA Paris 18, commission internationale)

La montée des intégrismes dans toutes les religions, s'est accompagnée de la mise en avant du « terrorisme islamiste » comme nouvel « ennemi principal » après la chute du Mur de Berlin, afin de légitimer les guerres impérialistes et diviser les fronts de résistance aux oppressions croisées.

Le climat qui a régné en France autour de (et depuis) la Loi de 2004 a été marqué par une composante raciste se camouflant derrière l'hostilité à l'islam, mais aussi par la perception de toute

revendication musulmane portant sur des droits religieux (quels qu'ils soient) comme « islamiste » et comme une trahison de la solidarité à l'égard des femmes résistant aux courants intégristes.

La critique de ces perceptions ne signifie pas adhérer à une perception symétrique rejetant les préoccupations sous-jacentes. Il faut analyser les motifs d'affirmation « visible » d'une identité musulmane, à la fois critique des logiques « salafistes » et de la montée d'une islamophobie arrogante, des discriminations et d'une criminalisation de la résistance palestinienne. Ils permettent des convergences politiques dans l'exigence de justice et de droits universels dans un cadre laïc.

Au lieu de soutenir ces logiques avec des musulman-e-s, « la non banalisation du voile » a signifié en pratique le rejet, puis l'acceptation à reculons, de tout militantisme avec des femmes voilées, indépendamment de ce qu'elles avaient à dire : le foulard « parle » pour elles - et les personnes « libérées » « savent » quel sens a le voile, traitant les femmes qui le portent en êtres mineurs... ou dangereux.

Aucun vêtement n'a de sens univoque et aucun choix n'est « libre ». Mais une démarche féministe met l'accent sur le choix des femmes contre toute violence. Le voile est aussi un signe religieux, mais cela ne supprime pas davantage la diversité des dynamiques « sous » le voile, au plan international : même la présentation des différences physiques comme « naturelles » peut s'accompagner d'un concept de « genre » et déboucher, parmi les croyant-es comme en dehors de la religion, sur une critique de rapports de domination sociaux patriarcaux.

*« Les résistances croisées à diverses oppressions subies (...) font que le port comme le retrait du voile sont des choix complexes pour chaque femme concernée (...). On ne peut donc « désigner » globalement « le » sens du port du voile qui est, en dernier ressort, celui que les femmes lui donnent », disent les motions que nous devrions défendre tou-te-s ensemble. Elles ajoutent : « nous dénonçons, avec toutes les femmes musulmanes qui revendiquent leur autonomie de choix et de jugement [... toute] imposition du port du voile avec la même vigueur que nous dénonçons le dévoilement forcé des femmes visant à donner une couleur « émancipatrice » à des politiques racistes ou néocoloniales ».*

Sur des bases programmatiques communes, le parti a tout à gagner à « montrer » sa diversité comme élément de sa cohérence et de droits égaux.

NB : Une version développée de cette contribution est disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18975>

---

## **Femmes et quartier populaire**

Anne (CE, CPN), **Nsuni** (CPN)

Dans les quartiers populaires, les femmes constituent comme partout ailleurs 50% de la population.

Et là plus qu'ailleurs se conjuguent exploitation, discrimination, racisme et oppression des femmes.

Et celles originaires d'un autre pays ou ayant une autre couleur de peau subissent une triple oppression parce que se combinent pour elles :

- l'oppression qu'elles subissent tout d'abord comme femme,

- le racisme

- l'exploitation parce que travailleuse, renforcée pour les femmes sans papier.

Le terme de triple oppression est préférable à celui d'oppressions croisées qui sert de prétexte à certains courants pour mettre en avant une seule forme de racisme, le racisme anti musulman. Dans cette logique, les femmes subiraient principalement ce racisme antimusulman, notamment parce que certaines d'entre elles portent un signe visible de leur croyance, le voile.

C'est extrêmement restrictif et laisse sur le côté le racisme en raison de la couleur de peau ou d'un nom à consonance étrangère. Qu'il y ait une offensive raciste à l'encontre des musulmans est une évidence mais cela n'empêche pas les autres formes de racisme de perdurer. Cela se traduit de façon forte par des discriminations à l'emploi en raison de la couleur de peau et/ ou du nom qui se combinent pour les femmes avec les inégalités salariales et professionnelles. Ce cumul des discriminations a comme conséquence une sur-représentation de femmes dans toutes les formes de travail précaire, dans les métiers les plus pénibles et les plus mal payés comme femmes de ménages, aide à la personne, caissières, types d'emploi où le syndicalisme est soit combattu par les patrons, soit inexistant. A cela s'ajoutent les difficultés d'accès à l'éducation et la formation sans oublier l'accès au logement, où la aussi se cumulent racisme et précarité.

Si le gouvernement instrumentalise les droits des femmes pour instiller le poison du racisme, alors que les politiques qu'il mène, pénalisent les femmes (déréglementation du droit du travail, diminution voir suppression des subventions aux associations, casse des services publics) ce n'est pas une raison pour banaliser la polygamie, les viols en réunions ( nous n'utilisons pas le mot tournante qui signifie qu'une femme c'est comme un pétard, on la fait tourner), le port de la burka et celui du voile.

Sur le plan des rapports hommes / femmes, les violences faites aux femmes touchent tous les milieux sociaux. S'il est insupportable que concernant les violences, les phares soient braqués sur les cités, ce n'est pas une raison pour ne pas intervenir sur cette question. Quand précarité rime avec violence du conjoint, il est moins facile pour une femme de s'en sortir. Avec la remontée de l'ordre moral, on assiste à un retour en force de la notion de réputation. Être en permanence sous le regard de l'autre ( du père, du frère, du petit ami) pour les adolescentes est insupportable.

Oui il faut en parler et militer pour une éducation populaire qui prenne en compte la question des relations filles/garçons sans tomber dans la stigmatisation mais en luttant contre les stéréotypes de sexe qui ont la vie dure, ce dans tous le milieux sociaux.

Oui, il faut que les femmes, les jeunes filles puissent avoir des lieux d'écoute, dans les quartiers comme ailleurs, et si on pense que les quartiers populaires sont prioritaires dans l'intervention du NPA, on doit lutter pour obtenir structures d'accueil pour les femmes victimes de violence, l'implantation d'associations comme le planning familial sur la contraception , l'avortement, la sexualité.

---

## **De « l'empathie » à l'action politique**

Josette (18 ème, Secrétariat d'intervention féministe)

Dans une tribune du 1<sup>er</sup> novembre, C.S. nous invite à avoir plus « d'empathie » avec les jeunes

victimes de « l'islamophobie » ambiante et donc à oser montrer la diversité du NPA, en acceptant que ses représentant.e.s affichent leurs appartenances religieuses (quand ils/elles en ont) et puissent porter le voile.

« L'empathie » avec les exploité.e.s et opprimé.e.s et la colère contre les injustices sociales sont à la base de l'engagement militant à gauche ou à l'extrême gauche. C'est pourquoi nous comprenons la révolte des jeunes des quartiers populaires ou pourquoi une partie d'entre eux/elles affirment une identité religieuse face aux discriminations, aux guerres impérialistes et au déni des droits du peuple palestinien. Mais cette empathie nous aide à comprendre également pourquoi des femmes ayant subi les violences des intégristes musulmans ou craignant de les subir réagissent au quart de tour face à ces affirmations religieuses.

Quel doit-être notre rôle politique ? En 2005, la LCR a combattu l'état d'urgence décrété par le gouvernement mais les camarades présents dans les quartiers ne se sont pas contentés de dire « allez-y les petits gars, brûlez des écoles, c'est pas un problème ... » ; ils ont tenté de créer, avec la population des quartiers concernés, des collectifs de vigilance contre les violences policières et de politiser les cibles des jeunes en révolte.

Sur le plan de la religion, notre travail doit être multiple. Nous devons lutter contre les amalgames opérés par les gouvernements impérialistes, et diffusés dans la population, assimilant toute personne musulmane (ou supposée telle) à un intégriste et/ou un terroriste. Elle consiste également à défendre les droits des musulman.e.s à pratiquer, dans la dignité, leur religion ; à dénoncer les lois discriminatoires et contre productives comme celles de 2004 contre les signes religieux ostensibles à l'école ou celle contre la burqa ; Mais cela passe également par la défense du droit inconditionnel à la critique des idéologies réactionnaires portées par les religions concernant notamment les rapports femmes/hommes et les questions de genre en général. Dans le NPA, il ne peut être question d'accepter la moindre autocensure sur quelque sujet que ce soit.

Mais cela ne suffit pas à définir notre politique. Nous savons que des militant.e.s croyant.e.s peuvent être résolument anticapitalistes, antiracistes et féministes etc. Nous pouvons nous retrouver pour défendre le droit des femmes à l'avortement, à choisir ou non d'avoir des enfants, à vivre leur sexualité comme elles l'entendent etc. Pour les cathos, cela passe par une critique du Vatican et pour les musulman.e.s ? Nous devrions nous retrouver pour dénoncer le message réactionnaire porté par la burqa mais également le foulard islamique. Certes, à l'extérieur de nos rangs, des jeunes femmes musulmanes (cf. ci-dessus) peuvent prioriser leur appartenance religieuse en portant un foulard islamique. Cela ne nous empêche pas de militer avec elles dans divers comités, sur différents terrains. Mais notre rôle politique est de discuter avec elles et de les convaincre, non pas de renier leur foi (de nombreuses musulmanes ne portent pas le foulard) mais de renoncer à porter un vêtement prescrit par les fondamentalistes destiné à préserver « leur pudeur » comme si les femmes non couvertes étaient impudiques, comme si les hommes étaient tous des violeurs en puissance, comme si la sexualité hors mariage était un scandale.

---

**A propos du texte « Croyants et anticapitalistes : t'y crois toi ? » qui circule sur certaines listes.**

Collette (comité Paris-centre, Rambuteau-Bretagne)

Je répondrai surtout au préambule (\*) qui accompagne le texte. Héloïse parle d'un débat sur les

religions et elle n'est pas la seule à faire l'assimilation. Aucun débat sur les religions n'a lieu dans le cadre du congrès. Et il n'a été nullement question de remettre en cause le militantisme de camarades à cause de leur confession.

Le problème posé à l'organisation a été de porter un signe religieux ostentatoire lorsqu'on représente le NPA, donc d'associer une religion au parti, ceci quelle que soit la religion et quelles que soient les positions politiques défendues par le ou la candidat-e. Le parti doit être laïc.

Pourquoi le féminisme entre-t-il en jeu ? Toutes les religions mettent les femmes au second plan. Le foulard islamique auquel nous avons été confronté est non seulement un signe religieux, mais un objet de discrimination des femmes revendiqué comme tel par les secteurs religieux les plus réactionnaires, ceci quelle que soit l'importance que lui donne la femme qui le porte.

Depuis 30 ans, on assiste à une contre-offensive des courants religieux les plus réactionnaires contre les acquis du féminisme. Cela s'est traduit par une alliance ouverte entre les conservateurs protestants anglo-saxons, le Vatican et les représentants des pays musulmans dans les conférences internationales sur les femmes.... , contre le droit à l'avortement, contre le libre choix de sa sexualité...

En France, en tant que partisan-e-s d'un féminisme « lutte de classe », nous luttons non seulement pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines (travail professionnel, répartition des tâches domestiques et parentales, vie politique, sexualité...) mais également contre toute éducation sexiste qui reproduit la division sociale et sexuée du travail, produit des normes morales et sexuelles différenciées pour les individu-e-s en fonction de leur genre. Cette lutte féministe est contradictoire avec les « dogmes » religieux monothéistes qui défendent un modèle « complémentaire » des sexes fondés sur le rôle prioritaire des femmes à la maternité, le rejet de l'homosexualité comme « contre-nature » et pour lesquels seule la sexualité dans le cadre du mariage est « licite ». Ceci est une source permanente d'inégalités entre garçons et filles. S'il n'est peu ou pas possible de contrôler la « virginité » des jeunes hommes, les filles sont amenées à cacher une grossesse non désirée ou à utiliser la chirurgie pour reconstituer leur hymen. Nous pensons qu'il n'est pas question de donner un modèle sexuel mais que chacun et chacune doit pouvoir faire sa propre expérience.

Héloïse, dans son texte, défend sa religion, pense que ça l'a aidé à construire sa personnalité c'est son droit. Nous militons ensemble sans problème. Héloïse prend toute sa place qui n'a jamais été remise en cause. La confession de chacun ou chacune n'est pas demandée. Bien sûr, faire du prosélytisme ou porter une croix bien visible poserait problème, et ce n'est pas le cas.

\* « Je considère à priori qu'un débat sur les religions n'a pas plus à voir avec le féminisme qu'avec d'autres luttes et je ne l'ai donc pas particulièrement suivi sur ces listes, tant on pouvait y lire de réactions épidermiques. Mais puisque le débat a eu lieu, de fait, je vous transmet ma position. <http://www.contretemps.eu/interventions/croyants-anticapitalistes-ty-crois-toi>. Dans tous les textes, on parle des croyants avec des « ils » et des « les autres »... pourtant nous étions là, dans le mouvement social, dans la lutte des classes, à la LCR, au NPA, au PC, dans les syndicats, avant que la question ne se pose ! »

---

**Pour une critique matérialiste de l'idéologie dominante et de la religion**

Cathy (Saint-Denis 93)

L'expérience de l'année écoulée nous a montré que lorsque le NPA n'a pas de position collectivement réfléchie et décidée, c'est chacun fait ce qu'il veut et personne n'y trouve son compte.

Le positionnement par rapport aux religions et à la laïcité a un côté circonstanciel, dépendant du contexte politique (par exemple répondre aux attaques gouvernementales contre la laïcité et les musulmans). Par contre le NPA doit avancer une analyse plus élaborée sur la religion et le lien entre religion et féminisme.

Dire que notre parti ne se définit pas par rapport à la religion ne signifie pas que nous soyons neutres mais que nous nous situons sur un terrain différent. Nous ne nous préoccupons en effet ni de ce qui se trame au ciel, ni de notre avenir éternel ; nous voulons construire un projet de transformation révolutionnaire de la société. Ce qui nous ancre dans une bagarre acharnée pour comprendre la réalité matérielle du monde et les expressions idéologiques que les hommes produisent pour l'expliquer, le justifier ou le transformer, dont la religion.

Dans cette démarche l'outil le mieux adaptée pour comprendre ces rapports dialectiques me semble être l'analyse matérialiste combattue de divers côtés et en particulier par les représentants de toutes les religions. Et pour cause : l'analyse matérialiste est en effet une critique systématique de la démarche religieuse. Nous devons donc discuter dans le parti de manière claire et assumée entre croyants et matérialistes. La religion pose comme principe premier la création du monde, les matérialistes pensent que rien ne se crée, tout se transforme. Quand la religion recherche dans la société, les rapports humains tout ce qui lui apparaît comme immuable, inexplicable, le matérialisme s'attache à tout ce qui change et s'efforce d'en comprendre les mécanismes particuliers. Alors que les ressorts de la religion sont la peur et le sentiment d'impuissance individuelle, la démarche matérialiste permet de prendre confiance individuellement dans la capacité collective de comprendre et d'agir. Ces démarches différentes que l'on peut décliner plus longuement, ont des implications dans le rapport aux sciences, à la vie, à la mort et aux relations humaines, particulièrement aux relations hommes-femmes.

Le point commun des religions monothéistes est de s'être constitué dans des sociétés patriarcales travaillées par la peur de la liberté des femmes, menace essentielle pour l'équilibre de ces sociétés. Les religions fondent idéologiquement l'inégalité hommes-femmes et cherchent à assigner pratiquement les femmes à un rôle dont elles ne doivent impérativement pas sortir. C'est pourquoi toute l'histoire est marquée par la violence des institutions religieuses contre les femmes. Et l'actualité, des discours du pape aux condamnations à la lapidation, prouve que ces combats sont devant nous. Pour les mener nous avons besoin d'avoir des idées claires, de discuter sur le fond de l'histoire des idées et de nous approprier l'actualité des débats entre matérialistes et idéalistes.

---

## **Antiraciste et féministe**

Ingrid (CE, CPN, Paris)

Les camarades ACDN, qui présentent les amendements aux motions FMNS, refusent de donner un sens général au foulard islamique, qui ne pourrait être défini qu'individuellement par les femmes qui le portent, si c'est leur « libre choix », sous peine de tomber sous l'accusation de paternalisme.

Il n'y a aucune difficulté pour reconnaître et comprendre que le port du foulard islamique puisse renvoyer à des motivations individuelles très diverses. On peut comprendre que dans le cadre de la stigmatisation des musulmans, qui s'exprime avec violence, certains musulmans souhaitent en réaction publiquement affirmer qu'ils le sont. C'est légitime. Mais nous avons un avis sur le symbole utilisé dans le cas d'espèce : on considère que ce n'est pas un bon choix de choisir un signe religieux qui symbolise et manifeste l'oppression des femmes.

Les vêtements ne sont pas neutres, et s'ils peuvent être utilisés comme symboles d'affirmation politique, ils se doublent souvent, s'agissant des femmes, d'une volonté de contrôle du corps. Il suffit de rappeler la bataille sur la taille de la jupe, qui cache et entrave (on notera d'ailleurs qu'un playmobil en jupe ne peut pas monter à cheval !). Mais ils peuvent aussi être assortis d'un degré de coercition bien supérieur (les pieds des chinoises, les femmes girafes, et ... toutes les formes d'envoilement). C'est beaucoup affaiblir la signification de la bataille pour le droit à disposer de son corps que la réduire au droit inaliénable de se vêtir comme on le souhaite !

De même, il est insatisfaisant d'en rester à une vision symétrique, contre le voile imposé, contre l'interdiction du voile, et chacun.e fait ce qui lui plait, comme si la fiction du choix individuel pouvait constituer une réponse suffisante face aux phénomènes d'oppression et de domination, qui s'exercent contre des groupes sociaux. Comme en toute chose, c'est le cas général, et les pratiques sociales associées, qui nous préoccupent, et pas les cas particuliers. On n'aurait pas besoin de se prononcer sur les évolutions récentes à caractère de masse, la progression du port du voile en Egypte ou en Indonésie ? Il s'agit pourtant de phénomènes objectifs qu'on ne peut considérer comme positifs ni même neutres du point de vue du rapport de forces général !

Il faut évidemment tirer les conclusions pratiques qui s'imposent dès lors que l'on reconnaît l'existence d'une offensive raciste et d'une offensive antiféministe. Cela signifie notamment qu'on ne s'allie pas au gouvernement au nom du féminisme, ni aux fondamentalistes religieux au nom de l'antiracisme. Et on est à la fois antiraciste et féministe en s'opposant aux lois discriminatoires imposées par le gouvernement au nom du féminisme, tout en ayant une appréciation politique commune du sens général que revêt le foulard islamique, « manifestation de discrimination des femmes, revendiqué comme telle notamment par les secteurs les plus réactionnaires des religions ou coutumes qui en usent », et se situant « dans la longue tradition patriarcale de la plupart des religions, qui ont cherché à contrôler le corps et la sexualité des femmes, pour les assigner à un rôle spécifique et subordonné dans la société ».

---

## Plusieurs façons d'être féministe ?

Josette (Paris 18°, Commission nationale intervention féministe), **Sophie** (Paris 20° Nord-Est, CNIF) ; **Stéphanie** (Créteil, CNIF), **Violette** (Paris 19°, CNIF)

L'argumentation visant à banaliser le port du voile et à en faire l'aboutissement d'un choix individuel totalement autonome emprunte à différents registres.

Parmi ceux-ci, on trouve l'idée, largement relayée par divers réseaux, que le féminisme est divers, qu'il y a plusieurs façons d'être féministe. Selon cette approche, le fait de considérer que le voile est toujours en dernière analyse un symbole et un instrument de l'oppression des femmes, reviendrait à refuser de voir que celles qui choisissent de le porter puissent se considérer comme féministes tout en étant et en s'affichant comme musulmanes, et plus globalement qu'il puissent exister un

« féminisme islamique ».

Entendons-nous bien : il y a effectivement, pour devenir féministe, des parcours, des cheminements très divers possibles, à partir notamment des expériences diverses des un(e)s et des autres. Par exemple, dans différents contextes, de nombreuses femmes sont entrées en lutte contre des situations de répression, souvent dans un premier temps à partir de leur rôle familial traditionnel, en tant qu'épouse ou mère, puis ont été amenées, par des voies diverses, à affirmer de façon croissante leur autonomie dans la lutte. Plus globalement, la prise de conscience féministe suppose toujours, à un moment donné, un arrachement à la tradition, un affrontement, qui peut être plus ou moins important, plus ou moins violent, avec les normes inculquées par la famille, par l'entourage, par la culture dominante. C'est pourquoi, dans n'importe quelle culture, on ne peut envisager le féminisme que de façon dynamique et conflictuelle.

Ce qui renvoie à la question : qu'est-ce qu'être féministe ? Cette interrogation peut sembler normative, mais elle le paraîtra moins si on la transpose à un autre registre. Si on demande « qu'est-ce qu'être antiraciste ? » il apparaîtra indiscutable à tout un chacun que se revendiquer de l'antiracisme implique un certain nombre de préalables, et que, par exemple, ne pourra pas le faire quelqu'un qui adhérerait à l'idée de l'existence de « races » différentes dans l'espèce humaine, quand bien même cette croyance ne serait pas associée dans son esprit à l'idée de hiérarchie. On ne pourra pas affirmer « il y a différentes façons d'être antiraciste ! »

C'est la même chose avec le féminisme, mais bizarrement il semble qu'il soit plus difficile à certaines de l'accepter.

Nous ne contestons pas le fait que des femmes musulmanes puissent être féministes comme il en existe dans toutes les religions. Nous savons que, dans différentes régions du monde, des femmes musulmanes contestent la prétention des hommes à conserver le monopole de l'interprétation des textes religieux et leur interprétation machiste mais nous nous interrogeons sur ce qui poussent certaines, en France notamment, à revendiquer un signe religieux discriminatoire envers les femmes et revendiqué par les courants les plus rigoristes de la religion musulmane. Nous parlons de signe discriminatoire car c'est au nom de la « défense de la pudeur » qu'est prescrite aux femmes l'obligation de se couvrir. Comme si les femmes non voilées étaient impudiques et comme si tous les hommes étaient des violeurs en puissance ; comme si enfin la sexualité hors-mariage était une infamie. Parler de féminisme dans ces conditions n'est-il pas franchement problématique ?

---